

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2238>



Le 8 octobre 2016 à Notre-Dame-des-Landes !

- En lutte -



Date de mise en ligne : samedi 24 septembre 2016

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

En mars 2016, un rapport commandé par le ministère de l'écologie démontrait clairement le surdimensionnement du projet de Notre Dame des Landes (NDDL) mais surtout la possibilité de l'aménagement de l'aéroport actuel, remettant ainsi en cause plus de 10 ans de mensonges d'état.

Après les avis négatifs de plusieurs agences publiques, après les mobilisations citoyennes massives, notamment fin février, et donc après ce rapport ouvrant de nouvelles perspectives, on pouvait espérer que le gouvernement renonce enfin à ce projet inutile économiquement et nocif écologiquement.

C'était sans compter sur Manuel Valls pour qui il semble inconcevable de laisser gagner un mouvement social. C'est ainsi qu'une pseudo consultation a été mise en place :

- consultation sur le seul département de Loire-Atlantique, département le plus favorable au projet de NDDL, excluant de facto l'ensemble des citoyens et des contribuables des autres départements de la région et de la Bretagne, régions finançant pourtant le futur aéroport ;

- consultation sur un seul département sur un projet dont les conséquences écologiques ne se limiteront pas aux frontières administratives de celui-ci !

- consultation sans cadre juridique garantissant l'égalité entre les deux parties, permettant ainsi aux partisans du oui de bénéficier des fonds publics, via la communication du département ou de la Région pour mener leur propagande.

Consultation biaisée donc, dénoncée dès le départ par les opposants à NDDL.

Sur ce sujet, Manuel Valls a donc réussi le tour de force de défendre un projet anti sociale, non favorable à l'emploi (comme la CGT l'a démontré), anti écologique et non respectueux des conclusions de la COP21, en utilisant des procédés pervertissant les principes de consultation des citoyens.

L'ACIPA, le Cédpa ainsi que l'ensemble des collectifs NDDL ou les paysans regroupés dans le collectif « COPAIN » ont réaffirmé leur détermination à défendre la ZAD et à stopper les vellétés de Valls à débiter les travaux dès cet automne. Sur le terrain juridique, la bataille se poursuit. L'ACIPA et le Cédpa viennent de saisir à nouveau le Conseil d'État afin d'obtenir l'annulation de la déclaration d'utilité publique du 9 février 2008, acte fondateur des travaux de construction d'un nouvel aéroport. Sur la ZAD, la mobilisation s'organise afin d'être en capacité de résister à l'intervention policière annoncée par Valls. Plusieurs WE de formation ont eu lieu, et une mobilisation massive est annoncée pour le 8 octobre d'autant que la menace d'une expulsion militaire se fait de plus en plus concrète. Ensuite, il nous faudra être prêts à défendre la ZAD et à en empêcher son expulsion. ĩ

Julien Rivoire

Que résonnent les chants de nos bâtons !

Manif * Construction * Fête

Acculé par les mobilisations massives des 9 janvier et 27 février, le gouvernement a organisé en juin une consultation biaisée. Se croyant forts du résultat de cette mascarade, les pro-aéroport et le premier ministre ont confirmé leur intention de procéder cet automne à l'évacuation et à la destruction de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, de ses cultures, de sa faune et de sa flore, de ses habitats et activités ainsi que des liens

Le 8 octobre 2016 à Notre-Dame-des-Landes !

entre toutes celles et ceux qui se sont attaché.es à ce bocage. Ces déclarations font fi de la situation juridique du dossier puisqu'entre autres les autorisations de travaux ne sont toujours pas accordées.

Les porteurs du projet ne semblent pas avoir non plus mesuré la détermination de celles et ceux qui habitent ce bocage, des militant.es engagé.es à leurs côtés, le soutien dont ce mouvement bénéficie dans la région et bien au-delà, ainsi que l'implication des comités locaux. Ces 2 000 ha. de bocage et ce qui s'y vit sont aujourd'hui porteurs d'espoirs indéracinables face au saccage du vivant, des terres agricoles et à la marchandisation du monde. Il est impensable qu'ils disparaissent !

à l'initiative de l'ensemble du mouvement d'opposition au projet d'aéroport, nous marquerons donc le 8 octobre notre volonté commune d'empêcher toute agression contre la ZAD et tout démarrage des travaux. En écho à bien d'autres luttes paysannes, comme au Larzac, nous ferons résonner le sol de milliers de bâtons. Nous les laisserons sur place, en nous engageant ensemble à venir les reprendre, en cas d'intervention, et à défendre la ZAD, ses habitant.es, paysan.nes et l'avenir qui s'y construit.

Nous monterons également ensemble un hangar dont les éléments ont été fabriqués durant l'été sur la ZAD par des dizaines de charpentier.es. Cette oeuvre collective concrétisera notre volonté de nous organiser pour la résistance en créant un lieu qui sera une base d'appui en cas de tentative d'expulsion, autant qu'une structure commune pour le futur. ĩ

Convergeons vers Notre-Dame-des-Landes le 8 octobre 2016. !

à l'appel des composantes de la lutte/Info sur,
acipa-ndl.fr et zad.nadir.org